

LE PROBLÈME NATIONAL DES RESSOURCES EN PROTÉINES ET L'ALIMENTATION ANIMALE

LE PROBLÈME NATIONAL DES RESSOURCES EN PROTÉINES N'EST PAS UNE NOUVEAUTÉ PUISQUE, BIEN AVANT L'EMBARGO DE 1973, LES CHERCHEURS SE SONT PRÉ-occupés de trouver les moyens d'économiser ces produits chers en leur permettant d'être mieux valorisés dans un élevage plus performant.

Il n'est donc pas utile de rappeler des faits bien connus qui ont fait l'objet de deux excellents rapports en 1976, à l'époque où fut établi le « Programme d'action prioritaire protéines » du VII^e Plan. On peut cependant énoncer quelques réflexions sur le déroulement, les effets et les conséquences des actions mises en œuvre.

La simplification des systèmes de production...

Autrefois, les animaux de l'élevage tiraient leur nourriture essentiellement des ressources de l'exploitation agricole. Il n'était guère question d'acheter du concentré. Puis on a vu se développer des échanges de matières premières-aliments entre régions et ensuite entre pays et l'on a vu

parallèlement se mettre en place une industrie de l'alimentation animale, tandis que naissaient dans les années 1950 les premiers élevages hors-sol, c'est-à-dire des systèmes de production animale qui reçoivent de l'extérieur leurs moyens de fonctionner. Ces derniers vont bien au-delà des seuls aliments puisqu'ils concernent aussi les équipements, le chauffage, l'éclairage, la ventilation de l'air, etc. L'éleveur est alors devenu, dans de tels cas, un technicien spécialiste qui n'a plus rien d'un agriculteur.

A l'époque où les moyens de production étaient bon marché, ces systèmes ont permis d'en tirer le meilleur parti (indice de consommation le plus favorable, contrôle des maladies, réduction du coût et de la pénibilité du travail grâce à la mécanisation, etc.). Ils ont permis aussi de mieux maîtriser les facteurs qui gouvernent l'élevage et de fournir des produits animaux plus réguliers, aux caractéristiques plus précises et plus constantes, offrant les meilleures garanties aux consommateurs.

Pour aboutir à cela, il faut en particulier que l'approvisionnement de l'élevage en matières premières soit également fiable en quantité pour ne pas risquer des ruptures de stock, mais aussi en qualité bien définie pour que les caractéristiques des rations qui les rassemblent soient aussi peu variables que possible. Cela nous a conduit à établir des régimes standard simplifiés qui nourrissent des animaux avec des matières premières provenant de l'autre bout du monde (manioc de Thaïlande, tourteau de soja du Brésil ou des États-Unis), alors que nos régions agricoles sont suffisamment riches, en général, pour faire aussi bien. On se demande même pourquoi on n'achèterait pas directement les viandes, œufs et laits en poudre dans ces pays d'outre-Atlantique si l'on voulait pousser le raisonnement à l'extrême !

La simplification de l'alimentation animale — par l'emploi d'un nombre réduit de constituants — satisfait le penchant de l'Homme vers la facilité et il est difficile de faire comprendre que les solutions les plus commodes ne sont pas forcément les moins onéreuses. En effet, les nombreuses matières premières alimentaires qui sont produites sur le sol national apportent à meilleur compte les mêmes éléments nutritifs que le tourteau de soja. C'est encore plus vrai si l'on évite les transports en utilisant localement des graines, des tourteaux et des sous-produits industriels obtenus sur place.

... mène à des solutions coûteuses et de dépendance

Par ailleurs, l'importation de tourteau de soja est énorme, même si l'on est parvenu à la stabiliser à 3,5 millions de tonnes. Elle représente le troisième poste déficitaire de notre balance commerciale après le pétrole et le bois qui sont payés en devises. La situation de dépendance qui en résulte n'est pas saine car elle aliène la sécurité et la prospérité de notre élevage au bon vouloir des transactions internationales ou simplement aux conditions agro-météorologiques des différentes parties du monde.

La C.E.E. devrait être autonome pour la production de protéines

Il est alors surprenant — pour ne pas dire intolérable — qu'une Communauté Économique de 270 millions d'habitants et dotée de riches terres agricoles ne soit pas en mesure de subvenir à la nourriture de ses hommes et de ses animaux. Les protéines, si largement répandues dans toute matière vivante et trouvées à profusion dans le règne végétal, ne devraient pas manquer. En fait, l'homme consomme de moins en moins de produits végétaux et laisse le soin aux animaux de les transformer en lait, viande et œufs qu'il préfère, même si le rendement de cette transformation est faible. C'est un fait que la consommation de viande *per capita* augmente régulièrement dans chaque pays et va de pair avec l'élévation du niveau de vie. Il faudrait que notre élevage puisse y faire face — ce qui n'est pas le cas de la production porcine — et que son approvisionnement en protéines suive le même rythme. De même, le retour des bovins, en particulier dans les exploitations qui les ont rejetés, aurait une répercussion considérable sur le développement des cultures fourragères, sur l'économie du système de production de la ferme et sur nos ressources en matières azotées. C'est dire que la politique protéines est très liée à celle de l'élevage. Mais pour être cohérent, il faut conjuguer *sur place* les actions de production et de récupération de ces matières premières d'une part et leur utilisation d'autre part, tant sont coûteux les transports. Cela veut dire que les *zones d'élevage devraient coïncider avec les zones de production d'Unités Fourragères* ou encore que *les types d'élevage devraient être adaptés aux types de production végétale de la région*. Cela a pour conséquence une meilleure

répartition de l'élevage français, en particulier dans les régions où la culture de prairies temporaires est possible.

Mettre toutes les chances de son côté

Le progrès pénètre lentement en agriculture, sauf lorsque *plusieurs éléments favorables se conjuguent*. Le développement des cultures d'oléo-protéagineux est sans doute le fait d'un prix attractif, mais aussi de la nécessité où se trouve l'agriculteur de disposer de « têtes d'assolement ».

De leur côté, les utilisateurs n'ont pas bien compris tout le bénéfice qu'ils pouvaient tirer des protéines nationales, même si leur prix était avantageux. En effet, ils ne sont pas persuadés que les produits qui peuvent remplacer le tourteau de soja aient une qualité égale à ce dernier. De plus, la multiplicité des matières protéiques dont nous avons parlé complique leur tâche et les oblige à des investissements supplémentaires de stockage.

L'emploi plus généralisé des protéines nationales est donc lié à une *politique de qualité* qui incite à la *régularité* de composition des marchandises commercialisées. Sa réussite n'est possible que si l'on a su choisir, parmi les nombreuses solutions proposées, celles qui ont la plus grande chance de succès dans une région donnée. C'est dire qu'il convient donc de multiplier les expérimentations et les démonstrations à *l'échelon local* pour être en mesure de retenir ce qui est le mieux adapté.

Des solutions nationales existent

L'agriculture et l'élevage modernes sont des entreprises coûteuses en éléments intermédiaires. Nous sommes fiers à juste titre de nos rendements élevés en culture et nous sommes capables d'avoir des élevages aussi performants que ceux des étrangers les plus en pointe. Mais nous n'évaluons pas assez le prix de cette réussite lorsqu'il faut user pour cela de beaucoup d'engrais et de tourteaux importés. Dans ces conditions, il n'est pas sûr que la marge brute maximale coïncide avec la meilleure performance, lorsque les produits de consommation intermédiaire deviennent de plus en plus onéreux et lorsqu'ils sont importés. Par exemple, l'incorporation des pro-

téines nationales dans les aliments du bétail abaisse toujours le prix des aliments composés par rapport au tourteau de soja : le gain est compris entre 0,7 et 16 centimes par kilo, selon les types de ration (1).

Aussi les solutions nationales qui sont recommandées ne mettent-elles pas du tout en péril l'efficacité de l'élevage moderne et maintiennent-elles le niveau de notre compétitivité face aux performances des animaux étrangers. Nous avons à maintes reprises souligné l'importance des ressources de notre sol pour nourrir nos animaux :

— les céréales d'abord, qui procurent la moitié des protéines dont les hommes et les animaux du monde ont besoin (2) ;

— mais aussi les protéagineux et oléagineux cultivés, la kyrielle des sous-produits azotés mal employés, dont la somme représente au moins 30 % des protéines de soja consommées ;

— et puis la formidable masse de matières azotées totalisée par toutes les prairies naturelles, artificielles ou temporaires.

Ainsi, les ressources métropolitaines — dont nous sommes largement pourvus — représentent une chance considérable pour économiser des devises, mais aussi pour réduire les coûts de production.

Les légumineuses fourragères ont un rôle important à jouer

D'une manière plus précise, et pour ce qui nous regarde aujourd'hui, les légumineuses fourragères n'ont pas connu l'essor des autres sources de protéines. Pour qu'elles redeviennent des plantes de grande culture, il convient d'abord de savoir pourquoi il en est ainsi. Nous avons besoin de ces plantes pour couvrir les besoins de nos animaux : de nos ruminants d'abord, cela va

(1) C. JOUANDET « Dans quelles conditions et avec quelles incidences peut-on incorporer des protéines françaises dans l'alimentation du bétail ? » *Revue de l'Alimentation Animale*, n° 344 - juin 1981 ; p. 37-51 ; travail présenté à l'Assemblée Générale du Syncopac du 7 avril 1981.

(2) On mesure alors la répercussion énorme qu'aurait une faible élévation du taux protéique des céréales sur leur contribution à mieux assurer les besoins alimentaires.

de soi, mais peut-être aussi des porcs et des volailles si l'on sait valablement et économiquement séparer les protéines des fourrages des autres constituants indésirables qui les accompagnent et préparer des concentrés. Nous en avons également besoin pour produire des matières azotées à bon compte qui se substituent au soja, tout en réduisant notre consommation d'engrais.

Très grossièrement, les ruminants français consomment par an de 7 à 8 millions de tonnes de protéines vraies. On peut évaluer à 5 millions de tonnes ce que les herbages fournissent actuellement. C'est pourquoi on a recours aux tourteaux pour assurer le complément. La remise à l'honneur de l'entretien des prairies naturelles, ou mieux de la culture des prairies artificielles de légumineuses pures ou d'associations, permettrait de rattraper très rapidement le déficit des prairies actuelles. Cela signifie que la ration de base pourrait couvrir une part plus grande des besoins des animaux dans l'ensemble de l'alimentation. Cela signifie aussi que ces fourrages grossiers pourraient économiser des aliments obtenus avec beaucoup d'engrais. Pour ces deux raisons, les légumineuses fourragères ont un rôle important à jouer dans la campagne de réduction des coûts de production en agriculture. La diminution du poids des consommations intermédiaires, en particulier en supprimant celles qui ne sont pas toujours nécessaires ou en valorisant mieux celles qu'on dépense, devrait contribuer à enrayer la chute du revenu agricole.

On mesure alors tout l'intérêt des légumineuses dans ce plan.

C. CALET,
*Chargé de la mission « Protéines »,
Ministère de l'Agriculture
(Paris)*